

Lettre ouverte

A

Son excellence Docteur Alassane Dramane
OUATTARA, Président de la République de
Côte-d'Ivoire (Afrique de l'Ouest)

**Objet: Rapport de l'Inspection Générale d'Etat (I.G.E)
sur la Filière Café-Cacao (août 2002)**

Vu, mes initiatives administratives et judiciaires conséquentes, du recours à diverses voies : de Dieu et juridiques ; Auteur du Rapport Officiel d'Etat de l'I.G.E.

Je m'oblige dès lors que l'Etat de Côte-d'Ivoire est demeuré méprisant, de rappeler à votre haute attention, par voie de presse, et de tout autre moyen moderne de communication ; non plus mon souhait, mais une exigence de droit, d'être jugé par la justice Ivoirienne.

Voilà bientôt vingt (20) ans que je suis contraint à un exil forcé, vivant dans des conditions très précaires et dégradantes.

Il appartient, en la matière, au Président de la République de prendre des initiatives, qu'imposent vos charges de Premier Magistrat, afin d'organiser dans le cadre de la Réconciliation Nationale, une Confrontation Officielle, Publique, par la Justice, ou non.

Une Confrontation, avec ce qui reste des Principaux Acteurs de ce dossier : A savoir, les Responsables Concernés de la Filière Café-Cacao, l'Ex Président Laurent GBAGBO, son Ministre d'Etat LIDA KOUASSI, l'Ex premier Ministre AFFI N'GUESSAN, César Etou (de son vrai nom, je crois, LAHOUA Souanga Etienne). Cette liste n'est pas exhaustive.

La notion de Parjure (serment non respecté), vise à rendre à l'Homme dans une mission de l'Etat, sa dignité, et à permettre à tout État Responsable de parfaire ses prérogatives d'Arbitre de l'Intérêt Général, de

Justice, et de bonne Gouvernance pour la Paix. Ces Valeurs sont du reste proclamées par notre hymne national : l'ABIDJANAISE. Ces engagements forts sont reconnus sur le plan spirituel, à tel point que notre pays est proclamé : la « CÔTE-D'IVOIRE, Nouvelle Patrie du Christ ».

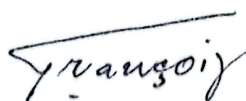
Notre repentir (commun ou mutuel), la recherche de la vraie paix et Réconciliation Nationale, sont des préalables qui ne permettent plus de faire prospérer des forces négatives de rejet de la transparence, de la Vérité.

Alors Fonctionnaire International, dans le scandale financier de 1984, portant sur 6,5 milliards de francs CFA du FOSIDEC, dit Affaire Diawarra, le Président HOUPHOUET a exigé la pleine Vérité, sinon on m'aurait écroué injustement à Ouagadougou, au Burkina Faso, siège de l'UEMOA, ex CEAO dissoute.

Vivant dans l'espérance, car « appuyé sur la Foi et la conscience droite », je suis largement septuagénaire : je voudrais quitter cette terre des hommes dans la perspective d'être sauvé et connaître la pleine Vérité. Ce qui m'oblige à poursuivre ce dangereux, mais bon combat. J'ai longuement alors observé parce que j'ai dans ma bouche la Réconciliation : ce n'est pas une peur ou une faiblesse, tout s'organise et seul Dieu Notre Créateur est la Véritable Lumière de la vie d'un homme.

A toutes fins utiles, prenez connaissance du Relevé des conclusions de mes derniers contacts, récents de 2023 avec l'Etat de Côte-d'Ivoire. Précision : mon mandataire spécial, par Acte Notarié, indique le refus des Institutions Ivoiriennes concernées de soumettre les conclusions des négociations au Président de la République ; S. E. Dr Alassane Dramane OUATTARA.

Sur mon Honneur,



Docteur François KOUADIO

Octobre 2023